1973 : Presentation du service par General Navarre au Président du Sénat

Category: Europe de l'Ouest,Extraits de bulletin,Général Henri Navarre,Renseignement,Services allemands,Services français
29 octobre 2021

Allocution du Général NAVARRE, Président d'Honneur de l' A.A.S.S.D.N., à l'occasion du Congrès de 1973 qui s'est tenu au Sénat, adressée à M. POHER, Président du Sénat.

« Le plaisir m'échoit, au bénéfice de l'âge, de vous dire, au nom de notre Association combien nous vous sommes reconnaissants d'avoir bien voulu nous accueillir dans ce Palais du Luxembourg. Nous vous remercions aussi de votre présence parmi nous.

« L'intérêt que vous nous manifestez ainsi me fait penser que je puis me permettre de vous dire brièvement ce qu'est l'Amicale des Anciens des Services Spéciaux de la Défense Nationale.

« Elle est composée des anciens membres, des survivants pourrais-je dire, de nos Servies Spéciaux d'avant la Guerre. C'étaient trois Services travaillant en liaison mais distincts, le S. R. Guerre, le S.R. Air et le S.R. Marine.

« A cette époque, en effet, seul était recherché systématiquement le renseignement militaire. Il n'existait de S.R. politique, ni diplomatique, ni économique, ni scientifique. Il n'y avait pas non plus de grandes usines à renseignement comme celles dont on entend si souvent parler maintenant. Notre travail était discret et quelque peu artisanal. Mais il n'en était pas moins efficace et les résultats obtenus par les Services Spéciaux avant guerre et pendant ce qu'on a appelé la drôle de guerre » sont là pour le prouver.

Nous avons suivi pas à pas, depuis 1918, toutes les étapes du redressement politique et militaire de l'Allemagne et les avons annoncés très largement à temps pour que des contre-mesures puissent être prises si l'on avait voulu en prendre. Je puis citer notamment le rétablissement du Service obligatoire en 1935, la remilitarisation de la rive gauche du Rhin en 1936, puis les agressions sur l'Autriche, la Tchécoslovaquie et enfin la Pologne. Rien ne nous a échappé non plus de l'appareil militaire allemand Nous avons toujours connu le nombre des Divisions allemandes et notamment des Divisions blindées. Nous savions exactement leur effectif, leur armement et leur équipement. Nous n'ignorions rien des, fortifications, de l'aviation et de la marine.

« Nous savions aussi parfaitement quelle stratégie et quelle tactique l'ennemi comptait employer.

« Enfin, bien des mois avant le 10 Mai 1940, nous avons prévenu que l'offensive hitlérienne se produirait certainement à travers la Hollande, la Belgique et le Luxembourg. Jamais gouvernement et haut commandement ne furent mieux renseignés.

« Quant à cette 5e Colonne » dont on a beaucoup parlé, elle n'a jamais existé grâce aux

mesures prises par nos Services de Contre-Espionnage.

« Aussi, quand on analyse les causes du désastre de 1940, y en a-t-il une qui doit être, en tous cas, totalement exclue c'est une quelconque carence des Services Spéciaux Français.

« Dès l'Armistice, nous avons, sans un seul jour d'interruption, continué notre travail de Renseignement et de Contre-Espionnage sur l'Allemagne et l'Italie.

« Bien avant que les premiers réseaux de Résistance aient commencé à se former, nous obtenions, grâce aux moyens de toute nature que nous avions pu conserver, des résultats considérables dont nous faisions bénéficier les Anglais, seuls à même, à cette époque, d'en tirer parti.

« Ce travail, les Services Spéciaux l'ont continué envers et contre tout jusqu'en Octobre 1942, malgré que certains des dirigeants de Vichy se soient efforcés de le contrecarrer.

« Ils l'ont poursuivi ensuite dans la France totalement occupée jusqu'à la Libération. Cela au prix de plus de 300 morts.

« Après quoi, les anciens Services Spéciaux ont été intégrés dans ce qui fut la D.G.S.S., puis la D.G.E.R. et qui est enfin devenu le S.D.E.C.E. »

« Voici, Monsieur le Président, ce que représente notre Amicale. Merci encore de l'hospitalité que vous lui donnez aujourd'hui. »

1994 : les firmes etrangères et l'intendance militaire russe

Category: 1992-2000,Europe de l'Est,Europe de l'Ouest,Extraits de bulletin,Guerre froide (1945-1989),Mafias et terrorisme,Services allemands,Services de l'Est,SERVICES SPECIAUX
29 octobre 2021

Article de P DE VILLMAREST-Le 27 novembre 1994, Moscou admettait que 65 millions de dollars ont été « réalisés » en quatre ans par les trafics illégaux de quelques douzaines d'officiers supérieurs du Groupe des Armées de l'Ouest et leurs associés mafieux; soit l'équivalent du tiers des investissements étrangers directs en Russie en six mois de 1994.

Extrait de La Lettre d'information n° 13-1994 avec l'aimable autorisation de P. de Villemarest qu'on ne présente plus à nos lecteurs :

LES FIRMES ÉTRANGÈRES ET L'INTENDANCE MILITAIRE RUSSE

Le 27 novembre 1994, Moscou admettait que 65 millions de dollars ont été « réalisés » en quatre ans par les trafics illégaux de quelques douzaines d'officiers supérieurs du Groupe des

Armées de l'Ouest et leurs associés mafieux; soit l'équivalent du tiers des investissements étrangers directs en Russie en six mois de 1994. Nous estimons en réalité qu'il s'agit d'une somme trois fois supérieure. Quoi qu'il en soit, on doit au chroniqueur militaire Alexandre Jiline des précisions sur «le business des généraux », ce qui lui vaut d'être sous la menace d'un assassinat.

Tout est parti de l'autorisation accordée à l'Intendance «ouest» des armées — sous prétexte d'améliorer l'ordinaire des troupes — de passer des contrats d'achats en gros détaxés, de cigarettes, alcools, conserves, auprès de firmes «occidentales». Un Vice-ministre, V. Makharadze avait, début 1992, attiré l'attention de Boris Eltsine sur les pratiques qui en découlaient. Un proche du Président a fait en sorte qu'il perde ses fonctions gouvernementales, et soit muté à la représentation commerciale russe au Canada.

En août 1992, rapporte Jiline, Yuri Boldyrev, Contrôleur Général auprès du cabinet du Président, s'inquiète de ce qui se passe en Allemagne. Il est relevé de son poste, mais il sera ensuite élu à la Douma, et compte bien poursuivre ces «affaires». Toutes les pistes mènent à ces conclusions : Les deux principales firmes «occidentales» qui ont amorcé en 1989 et 1990 les trafics de denrées destinées en principe aux armées russes d'Allemagne, mais immédiatement revendues au marché noir en Russie occidentale, Biélorussie, Sibérie, voire Extrême-Orient et, à partir de Kaliningrad et des états baltes (jusqu'en 1993), ont été la M. & S. et l'American Eagle. • La M. & S. a son siège à Anvers, (Belgique), avec filiales à Berlin, Hong Kong, Hambourg, Singapour, Yokohama et récemment à Moscou. Son directeur s'appelle Raschmiel Brandwein. La sécurité allemande et Interpol imputent à la firme une dizaine d'assassinats, trafics de drogue, lavage d'argent dans des salles de jeux, etc. Pendant trois ans, elle a fourni des tonnes de denrées aux armées russes de l'Ouest. • L'American Eagle, bien connue à Berlin, est dirigée par Moshe Ari. Elle rayonne dans les mêmes circuits que la précédente et, comme elle, a multiplié les filiales et sous-filiales en Europe et dans le monde. Ainsi Nathalena, Irena, Panthera, Cornet (dit le Groupe belge, d'après Jiline); ou encore les sociétés mixtes Innova, Tumas, Mir Trade Company, Osar, Mibis, Formula 7, Mos-Enico.

Jiline révélait encore en juin 1994 qu'une conférence tenue à Anvers les 9 et 10 novembre 1993, réunissait les délégués de ces deux firmes, et, côté russe, pour le groupe d'armées de l'Ouest, les officiers intendants A.S. Vankov, Evgueni Karatchuk, G.S. Katcherenko. II s'agissait d'un marché portant sur 5 millions de marks pour la M. & S., et de 3 millions pour l'American Eagle.

Jiline assure que l'Internationale des mafias est impliquée bien au-delà du « marché allemand », tant en milieu émigré russe que dans le «milieu» ouest européen. Car, dans l'autre sens, des armements légers ou lourds sont proposés aux «Occidentaux» (165 dollars pièce pour un AK-47, vendu par lots de 5.000).

C'est un chanteur russe très connu, Iossif Kobson qui, sous couvert de ses tournées, était jusqu'à l'été dernier l'homme de liaison, et se chargeait parfois des transports d'argent liquide. • Côté Lituanie/Kaliningrad, le clan des Daktaras, bâti sur le modèle des familles siciliennes, a été jusqu'au printemps 1994, un des principaux réseaux de trafics illégaux, y compris d'armements entre les états baltes et la base russe de Kaliningrad. L'arrestation de Vladas Laurinivicius, Président à Kaunas de l'association Selma, a porté un coup aux mafias

régionales menées par ses amis du clan des Daktaras. Le Général Pavel Gratchev, Ministre de la Défense, a qualifié cette arrestation et ses conséquences de «provocation». Or, lui-même assistait en mai 1992 à une réunion de travail entre la Selma et les «intendants» de la Flotte russe de la Baltique; Selma se chargeant de construire 4000 appartements pour ses officiers. Contrat alors approuvé par le Premier Ministre lituanien A. Abisala. Cinq unités navales devaient «en échange» être vendues aux Lituaniens. Vladimir Chumeiko, à l'époque Ministre d'Eltsine, soutenait l'opération… qui fut annulée en décembre 1992, en ce sens que deux unités navales et non plus cinq devaient être livrées aux Lituaniens. En fait, Henrikas Daktaras, «baron» des mafias de Lituanie tirait toutes les ficelles avec faux contrats portant sur telle ou telle somme, mais avec des dessous de table d'un montant triple.

LE RÉSEAU SUPÉRIEUR VENU DU K.G.B.

Cette autre « affaire » a été étouffée depuis le printemps dernier. On avouera qu'il est étrange que, dans tous les cas, la figure de l'actuel Ministre de la Défense apparaisse, puis disparaisse… A Moscou, il est surnommé «Mercedes» depuis qu'il dis pose de deux Mercedes grand luxe, ainsi d'ailleurs qu'une dizaine d'autres généraux. La raison en est, qu'au-dessus de tous ces micmacs, un réseau de plus grands «barons» des mafias et leurs quelque 500 banques, parmi lesquelles Most (à encadrement d'officiers venus du K.G.B. dont le Général Bobkov, ancien responsable de la chasse aux dissidents du temps d'Andropov et de Gorbatchev) et Menatep. De 700 barons coiffant près de 6.000 gangs en Russie (chiffres avancés cet été dans nos Dossiers), on est descendu à 289 barons en cette fin 1994. Soit une «concentration des pouvoirs» qui doit beaucoup aux efforts des quelques 2.370 ex-officiers du K.G.B. d'avant 1993, qui ont réussi à se faire élire à la Douma et dans les parlements des Républiques et territoires de la Fédération de Russie. Le spécialiste américain M. J. Waller confirme nos analyses de ces dernières années : un noyau secret du K.G.B. en exercice ou passé dans la réserve après remaniements de l'espionnage et du contre-espionnage a: — organisé les transferts illégaux d'argent à l'étranger depuis 1987; — organisé l'achat de banques, firmes, bureaux de changes, sociétés d'investissement, grâce à l'argent illégal blanchi et recyclé; — implanté dans le monde des sociétés parfaitement légales. Par exemple, pivot en Suisse de ces opérations : le fils de Vladimir Krioutchkov, chef du K.G.B. jusqu'à l'été 1991; pivot au Luxembourg: le fils de Valentin Pavlov, Premier Ministre de l'U.R.S.S. jusqu'à l'été 1991, etc. et c'est Evgueni Primakov, Directeur de l'espionnage russe, qui a bloqué, il y a dix-huit mois, toute investigation sur les réseaux d'évasion de capitaux dans la période de 1987-1993.

Aujourd'hui, 80 % des sociétés mixtes (joint-ventures) de Russie comptent dans leur administration un ou plusieurs ex-kgébistes. Lorsqu'un général du K.G.B. comme Viktor Ivanenko tenta en 1993 de démontrer que, contrairement aux illusions des Occidentaux, ces hommes allaient saboter les réformes, il fut éliminé de ses fonctions. Selon Waller, membre à Washington de l'American Foreign Policy Council, de 800 à 1.000 ex-officiers du K.G.B. servent actuellement d'analystes, de négociateurs, de réalisateurs des principales opérations économiques et financières russes (Soixante, rien qu'à l'intérieur de la banque Most); tandis qu'un milliard de dollars par mois s'évade vers l'étranger (Chypre, les Bahamas, l'Ile de Man, etc.)

Nous voilà loin des petits gangs de rues, et tout près des raisons qui font que Boris Eltsine

n’est plus l’homme libre qu’il était encore au début de 1993.

Le réseau supérieur venu du K.G.B. est en passe de réussir la plus vaste opération du siècle.

LE RETOUR EN FORCE DU K.G.B.

Un décret daté du 23 novembre dernier n’a guère attiré l’attention des observateurs : un an après que Eltsine ait dissout le ministère de la sécurité (appelé K.G.B., avant 1992) pour lui substituer le F.K.S., ou contre espionnage intérieur, toute les prérogatives sont rendues à cette police secrète.

Comme au temps du K.G.B., le F.S.K. peut de nouveau instruire lui-même des procès contre toute tentative de conspiration, de terrorisme, contrebande, et dispose de ses propres prisons. Le Parquet n’est plus là que pour enregistrer ses conclusions et décisions. Le F.S.K. c’est «l’État dans l’Etat», tel que le fut le K.G.B. Sur les 1.100 juges de cet organisme, 550 viennent de l’ex-K.G.B.

Le F.S.K. compte près de 76.000 officiers et employés, sous la direction de Serguei Stepatchine, entouré de 227 généraux. Général Major depuis 1992, âgé de 42 ans, sa carrière s’est déroulée, depuis sa sortie de l’Académie Lénine, dans les rouages du K.G.B. Il s’est rallié à Boris Eltsine en été 1991, parce que ce dernier jouait, contre Gorbatchev, de la fraction kgébiste acquise aux réformes, par lucidité politique et par tactique, bien plus que par une quelconque attirance vers la démocratie.

D’ailleurs, c’est Oleg Lobov, secrétaire du Conseil de Sécurité depuis septembre 1993, qui s’est chargé de revoir et sélectionner le haut personnel du F.S.K.; âgé de 57 ans, lié à Eltsine depuis vingt-deux ans, Lobov n’a rien d’un réformateur pro-occidental.

Auprès de Stepatchine, on trouve Alexandre Strelkov qui jusqu’en 1992 était responsable du goulag; ou encore Valeri Timofeiev, chef du K.G.B. de la région de Gorki du temps où Sakharov y vivait sous surveillance étroite. Stepatchine vient d’assurer à la Pravda que, depuis un an, le F.S.K. a mis en prison «plus d’espions que le total des cinq années écoulées»! , Et il se félicitait que, par accords avec les Occidentaux, ces cas ne soient pas « politisés»!

Bien entendu, la justification donnée à ce retour du K.G.B., c’est la lutte contre l’ampleur du crime organisé et la corruption. Mais rappelons que lorsqu’en 1990 Gorbatchev sentit faiblir son pouvoir et vaciller une perestroïka uniquement créée pour la survie du communisme, Krioutchkov, alors directeur du K.G.B., «justifia» le renforcement du K.G.B. au nom de la lutte «contre le sabotage économique». Il implanta alors des centaines de kgébistes dans l’appareil économique du gouvernement et des administrations régionales.

Parallèlement, au fur et à mesure des premières privatisations, il donna à ses officiers les moyens financiers et techniques de contrôler le pétrole, l’uranium et les matières premières. Si bien que, depuis 1992, l’appareil économique russe se trouve en grande partie sous la coupe d’officiers qui sont restés dans le F.S.K.

Résultat : le K.G.B. légal, dit F.S.K., et le KGB. «Illégal» passé dans le secteur privé, peuvent désormais travailler ensemble, sans freins. S'ajoute le fait sur lequel nous attirons l'attention notamment des milieux industriels et financiers: le F.S.K. a récupéré le droit de poser à sa guise des écoutes; il travaille main dans la main avec la F.A.P.S.I. (Agence Fédérale de Communication et d'Information), laquelle s'occupe d'écoutes, de censure, du courrier, de cryptographie, etc., sous la direction du vétéran du K.G.B., le Général Alexandre Starovoïtov.

Plus de secrets d'affaires, ni dans la vie privée. Pour s'être, comme Gorbatchev hier, associé au K.G.B./F.S.K. afin de protéger son pouvoir, Eltsine est à présent prisonnier d'une mafia politico policière, dont certaines mafias sont l'instrument, et d'autres, l'instrument du S.V.R. (l'espionnage russe).

Fin février 1995 la Douma a voté une loi substantielle (32 pages!), restituant au F.S.K. les pouvoirs que cette institution détenait avant 1989. Face aux libéraux américains et au laxisme des gouvernements européens, l'appareil néo-kgébiste a la partie belle.

ALDRICH AMES : L'espion qu coeur de la C.I.A

Category: CIA (USA),Extraits de bulletin,Guerre froide (1945-1989)
29 octobre 2021

ALDRICH AMES, L'ESPION AU CŒUR DE LA C.I.A. Au moment même où naissaient tardivement des soupçons sur Aldrich H. Ames, en 1993, … Stella Rimington, directeur du M.I.-5 britannique, exposait à Londres, devant un parterre d'initiés, « qu'avec la fin de la guerre froide s'était amorcé le déclin de l'espionnage, auquel se substituaient de nouveaux dangers : la prolifération des armements, la drogue… » Trente-six pages de la sorte, pour expliquer la nécessaire coopération avec Moscou, face à ces maux, comme le demandait Evgueni Primakov, le directeur du S.V.R. (qui a remplacé le Ier Directorat Principal du K.G.B., en janvier 1992, c'est-à-dire l'espionnage russe dans le monde).

Temoignages et gratitudes des alliés en 1944

Category: Europe de l'Ouest,Extraits de bulletin,Renseignement,Services allemands,Services français,Services occidentaux
29 octobre 2021

Le Général W. Bedell SMITH, Chef d'Etat-major du Général Eisenhower écrit à Monsieur le Directeur Général des Études et Recherches (DGER) le 1er novembre 1944.

« Je pense qu'il est opportun de vous transmettre les félicitations de notre Commandant pour les magnifiques résultats obtenus par ceux qui ont voué leurs efforts, et dans de nombreux cas, leur vie, afin de fournir continuellement aux Alliés, d'abondants renseignements militaires, au sujet des forces allemandes stationnées en France".

1946 : Lettre de Sir Colonel Menzies Chef de l'intelligence service MI6

Category: Extraits de bulletin,MI6 (GB)
29 octobre 2021

Archives personnelles de Paul Paillole : lettre du 28 septembre 1946 du Général Sir Stewart Menzies, Chef de l'I.S. (M.I. 6) de 1938 à 1953.La liaison entre les deux Services Spéciaux était vraiment parfaite et en conséquence les résultats très satisfaisants.

1944 : L'operation Bodyguard et le debarquement en Normandie

Category: 1940-1944 : Résistances en France,1942-1945,1944 : Débarquements en France,2ème Guerre Mondiale (1939-1945),Affaire Enigma,Amérique du Nord,Europe de l'Ouest,Extraits de bulletin,Services allemands,Services français,Services occidentaux
29 octobre 2021

Certains de nos camarades se sont étonnés que la totalité des forces allemandes n'ait pas été alertée dès le 5 juin 1944 en raison de l'imminence de l'attaque alliée sur les plages de Normandie.

Le commandement de la Wehrmacht avait été informé par l'Abwehr de l'ordre diffusé par la B.B.C. aux Forces Françaises de l'Intérieur (F.F.I.) de procéder sans délai au sabotage systématique des voies de communication, ce qui impliquait l'annonce de l'imminence du débarquement.

Nous résumons ci-après l'état de nos connaissances sur cet aspect important de la phase essentielle de notre Libération.

1) RAPPEL DE DEUX DONNEES CAPITALES

a) Depuis le début de 1944, les Services Spéciaux alliés (y compris nos services) appliquent le plan général d'intoxication Bodyguard qui doit aboutir, notamment par la mise en œuvre du plan annexe Fortitude, à persuader l'ennemi que le débarquement de Normandie est une vaste entreprise de dissuasion; la « menace principale » pour la Wehrmacht doit être l'attaque au nord de la Seine par le Pas-de-Calais.

Une menace secondaire est soutenue en Méditerranée. On sait (notamment par le décryptement des messages **Enigma**) que ce plan d'intoxication est une réussite totale jusqu'au début de juillet 1944 et qu'il incita le haut commandement allemand à maintenir ses forces dispersées.

b) Depuis la fin de 1943, l'Abwehr est au courant des conditions dans lesquelles les F.F.I. et les F.F.C. seront informées des projets de débarque ment alliés par la B.B.C. Le 24 octobre 1943 l'O.K.W. a répercuté sur le front de l'Ouest ces indications recueillies par l'Abwehr grâce à sa pénétration dans les organisations de Résistance en France, ses écoutes radios et ses décryptements.

Ainsi l'ennemi sait que l'information des résistants doit se faire en deux temps avec la diffusion des vers de Verlaine

— 1er temps : « Les sanglots longs des violons de l'automne »

— 2e temps : « Bercent mon cœur d'une langueur monotone ».

La diffusion du 1er temps signalera l'approche du débarquement, sans en donner ni lieux ni date. La diffusion du 2e temps précédera de très peu le déclenchement des opérations et donnera l'ordre de sabotage dans toute la France.

Depuis le mois de mai 1944 la B.B.C. a diffusé plusieurs fois le premier vers de Verlaine. Les Allemands l'ont capté. Ils savent à quoi s'en tenir. Le Commandement allemand en France (P.C. à Saint-Germain) a alerté par précaution ses armées au Nord et au Sud de la Seine. Rien ne s'étant produit fin mai, Von Rundstedt lève l'alerte et précise qu'elle ne sera éventuellement renouvelée que sur son ordre.

2) DEROULEMENT DES EVENEMENTS

a) Le 5 juin 1944 à partir de 21 heures, la B.B.C. diffuse à plusieurs reprises le 2e temps (2e vers de Verlaine) soit l'ordre de sabotage. Il est intercepté par les écoutes de la station de l'Abwehr de la région de Nord ainsi que par les services spécialisés de la 15e Armée allemande stationnée au Nord de la Seine jusqu'au Pays-Bas. Ces services répercutent leurs interceptions sur le P.C. de Saint-germain qui donne l'ordre d'alerte maximum à cette 15e armée. Il est 22 h 30. A 23 h 15, toutes les défenses côtières de la 15e armée sont en place.

b) C'est la 15e Armée allemande qui défend les côtes de Normandie et de Bretagne. Son chef, Rommel, est en Allemagne depuis le 4 mai 1944. Les principaux chefs de ses grandes unités sont le 5 juin 1944 depuis 9 heures, à Rennes, pour participer à un Kriegspiel. Le Général

Speidel, Chef d'E.M. de Rommel est au P.C. de cette 7e Armée à la Roche-Guyon (sur la Seine à l'ouest de Mantes). A 23 heures il reçoit une communication téléphonique de la 7e Armée signalant qu'à la suite des messages diffusés par la B.B.C., elle est en état d'alerte. A 23 h 15 Speidel téléphone à Rundstedt à Saint-Germain. Il demande ce qu'il doit faire. Réponse « Bornez-vous pour le moment à surveiller vos voies de communications et évitez les sabotages ».

c) A minuit, début des parachutages alliés : anglais près de Caen, américain dans le Cotentin, français dans le Morbihan. Les premiers sabotages F.F.I. sur les voies ferrées et les ponts sont signalés, notamment en Bretagne.

d) Devant l'ampleur des parachutages Rundstedt donne l'ordre d'alerter la 7° Armée. Il est 1 h 45 le 6 juin 1944. Les troupes rejoignent leurs positions de combat à partir de 2 heures. Les chefs des grandes unités alertées à Rennes, rejoignent leurs commandements avec précipitation. L'un d'eux, commandant la 91e Division allemande est tué par les parachutistes U.S. sur la route en direction d'Avranches. Le 9 juin 1944 Hitler donne l'ordre à Rommel de prescrire une enquête pour connaître les raisons qui ont retardé la mise en alerte des troupes allemandes. Grièvement blessé sur le front de Normandie, Rommel est remplacé à la tête de la 7e Armée par le Général Dollman qui se suicidera quelques jours plus tard. En juillet 1944 l'enquête sera abandonnée.

La défaite allemande sauva la France et la Belgique du démembrement

Category: 2ème Guerre Mondiale (1939-1945),Europe de l'Ouest,Extraits de bulletin,Services allemands
29 octobre 2021

Dans l'hebdomadaire belge " Le Phare ", notre camarade J. WULLUS-RUDIGER, ancien professeur à l'Ecole de Guerre de Bruxelles, révèlequelques aspects des ambitions de l'Allemagne hitlérienne à l'égard de la France.

M. WULLUS-RUDIGER qui fut, en mai 1940, adjoint au Chef de la Mission Militaire française près le Gouvernement belge, puis membre de notre Réseau F.F.C. " Kléber " a été en mesure de prendre connaissance de documents secrets allemands établissant de façon irréfutable les projets nazis relatifs au démembrement de la France.

Voici l'essentiel de ce qu'il écrit :

Peu après la conclusion de l'armistice de Compiègne de 1940, Hitler, sans en référer à son ministère des Affaires étrangères, chargea le Secrétaire d'Etat Stuckart, du ministère de l'Intérieur, de lui soumettre un projet d'annexions au détriment de la France.

Il l'avertit qu'il entendait annexer le Nord de la France jusqu'à l'embouchure de la Somme, c'est-à-dire jusqu'à Abbeville.

Cette vaste région devait constituer une province (Gau) dans laquelle serait englobée la Belgique, à l'exclusion de la province de Luxembourg (celle-ci devant faire partie avec le Grand-Duché de Luxembourg, d'une autre province allemande comprenant l'Alsace-Lorraine, dont l'annexion pure et simple avait déjà été proclamée).

D'après le plan soumis à Hitler, la nouvelle frontière allemande dans le Nord de la France allait approximativement de l'embouchure de la Somme, à la région de Nancy ; d'où elle descendait vers la frontière suisse, à hauteur de Pontarlier.

En outre, le Führer envisageait l'annexion de la Bourgogne, sous prétexte que cette région avait été colonisée jadis par la peuplade germanique des Burgondes, qui lui donna son nom.

Cette annexion connut même un début d'exécution. Himmler décida en effet, de coloniser la Bourgogne en y installant des ménages tyroliens. Mais, par la suite, il lui sembla plus urgent d'installer ces Tyroliens en Crimée ! Il déclara alors nonchalamment à Frauenfeld, le 10 juillet 1942 : " Il nous faudra donc trouver une autre peuplade ou une autre population pour coloniser la Bourgogne ". *Et pour confirmer ce qui précède, M. Wullus-Rudiger ajoute* :

Le 26 avril 1942, Goebbels notait dans son agenda : " … En ce qui concerne la France, comme par le passé le Führer estime que jamais nous n'aboutirons à un accord avec elle en nous montrant conciliants.

Les propos évoquant une collaboration sont purement éphémères. Par ailleurs, à présent il veut voir des actes et non point entendre des paroles.

Il déclare : " Quelle que soit l'issue de la guerre, la France devra la payer cher, car " elle en fut la cause et l'a déclenchée. Elle sera ramenée à ses frontières " de 1500 ", cela signifie que la Bourgogne fera retour au Reich. Cela nous rapportera un pays qui, en beauté comme en richesse, peut à peine être comparé à une autre province allemande … "

Quatre jours après, le 30 avril 1942, Goebbels notait : " Si les Français savaient ce qu'un jour le Führer exigera d'eux, leurs yeux se rempliaient de larmes ".

En janvier 1944 encore, Goebbels écrivait dans " Das Reich " : " Le peuple allemand réclame, comme un droit naturel, le droit de diriger les peuples de l'Europe ".

Nous livrons les témoignages ci-dessus à la méditation de ceux qui, à l'instar de Pierre LAVAL, préconisaient l'entente entre la France et l'Allemagne nazie.

A la vérité, dans l'Europe conçue par Hitler, la France n'aurait plus existé en tant que telle, pas plus que la Belgique d'ailleurs. C'est la coalition anti-hitlérienne qui a sauvé la France et du même coup l'Europe.

WEYGAND CONDAMNE A MORT PAR L' O.K.W. bulletin 46 -1965

Category: Extraits de bulletin
29 octobre 2021
Compte-rendu in extenso du Procès des Grands Criminels de Guerre devant devant le Tribunal de Guerre International de NUREMBERG. Séance du vendredi 30 novembre 1945

Le long prologue de la catastrophe du 10 mai 1940 -bulletin 109-1981

Category: Extraits de bulletin
29 octobre 2021

Temoignage de M.VANWELKENHUYZEN, le distingué directeur du Centre belge de Recherches et d'Études historiques de la Deuxième Guerre Mondiale sur la catastrphe du 10 mai 1940.

Plan Fortitude : la stratégie défensive de l'Allemagne selon des historiens allemands

Category: 1944 : Débarquements en France,2ème Guerre Mondiale (1939-1945),Europe de l'Ouest,Extraits de bulletin,Renseignement,Services allemands
29 octobre 2021

Nous publions ci-après la suite (et fin) d'extraits d'une étude réalisée par des historiens allemands en collaboration avec des officiers supérieurs de la Wehrmacht et en utilisant les ressources inédites des archives allemandes.

L'impact du Plan " Fortitude "

Mais, à ce moment déjà, la défense contre un débarquement allié était depuis longtemps une entreprise manquée. Il restait encore à préciser dans quelle mesure les Allemands furent surpris par le lieu et l'instant de l'attaque. L'abondante littérature qui traite de ce sujet est – c'est le moins qu'on puisse dire – pleine de contradictions.

Ce qui est sûr, c'est que le Commandement avait été submergé d'informations contradictoires. Mais, à cette époque, il ne lançait presque plus de reconnaissances aériennes sur le Sud de l'Angleterre, et les rares rapports d'agents **(18)** qui arrivaient encore de Grande-Bretagne étaient tout juste bons pour la corbeille à papiers, – ce que, bien sûr, on n'avouait pas alors. On n'attribuait de la valeur qu'aux résultats de l'écoute et de la surveillance du trafic radio écoulé par la Résistance et par les agents de renseignement alliés.

Mais dans leur exploitation et leur transmission, il se produisit encore des défaillances qui auraient pu être évitées, et qui sont peut-être imputables au fait que la vigilance des États-majors avait été progressivement émoussée par le flot d'informations qu'ils recevaient depuis déjà longtemps. Un handicap supplémentaire, dû à l'efficacité du plan " Fortitude ", fut le fait que jusqu'au mois de juillet, tous les Commandements du front Ouest considéraient encore le débarquement de Normandie comme une manoeuvre de diversion, et attendaient toujours le débarquement principal dans le Pas-de-Calais, dans la zone de la 15e Armée.

Ainsi s'explique l'emploi parcimonieux des forces dont ils disposaient. D'ailleurs, quelque fût l'importance des forces engagées, toutes les contre-attaques allemandes étaient mises en échec par les effets dévastateurs de l'aviation et de l'artillerie alliées. Toutes les attaques étaient irrémédiablement stoppées, au plus tard, dans la zone battue par l'artillerie des navires ennemis.

L'acheminement des réserves demandait des délais indéterminés. Mais, dès que l'adversaire pouvait passer à la guerre de mouvements, alors la disproportion des forces en personnel et surtout en matériel faisait sentir pleinement ses effets. Par suite de la défaillance de leur aviation – qui entraînait ipso facto la défaillance de l'observation aérienne, les Allemands combattaient en enfants perdus.

Le Commandant en Chef ne pouvait qu'ordonner à ses troupes, entre-temps déjà fort malmenées, de tenir le front quoi qu'il advint :" Et si aucun moyen de secours ne vient améliorer radicalement notre situation, il faudra mourir avec honneur sur le champ de bataille !" **(19)**.

A la fin du mois de juillet, le groupe d'armées B avait perdu 393 chars, 60 canons d'assaut, 150 véhicules blindés et 4.200 camions **(20)** . Les pertes en hommes s'élevaient à 80.000 le 7 juillet, à 159. 000 le 13 août, dont 10 à 30.000 réservistes **(21)** .

Rommel et le Commandant en Chef Ouest, von Kluge, attendaient de Hitler qu'il tire les conséquences – d'ailleurs non précisées – de ce combat inégal et sans espoir.

Les événements s'étaient déroulés à peu près comme Hitler l'avait imaginé presque deux ans auparavant: " On devra compter sur l'emploi de 3 à 4.000 engins de débarquement. La première action aura lieu de nuit. L'adversaire utilisera des groupes de sabotage en France, pour couper les réseaux de communications et les liaisons, attaquer par surprise les États-majors, etc…, ainsi que des troupes parachutées et débarquées par planeurs. Le comportement des Français, dans de telles circonstances, est incertain. Le débarquement débutera à l'aube, avec l'engagement de nouvelles forces parachutées, des attaques sur 100 points différents et des débarquements lourds dans deux ou trois zones distinctes. L'adversaire disposera de la

supériorité aérienne ” **(**cf **21)** Le déroulement des combats a été exposé à maintes reprises, et l’on se dispensera d’y revenir. Des divergences d’opinion entre chefs des troupes combattantes et direction suprême de la guerre caractérisèrent également les étapes suivantes.

Même entre les chefs engagés dans la bataille, il n’existait pas d’unité de doctrine sur des questions tactiques, comme l’emploi des forces blindées **(22)** . Le seul point d’accord était qu’au surplus, quelle que soit la manière de conduire la lutte, il n’existait pas de chance de succès.

L’armée allemande ne parviendrait qu’au prix de lourdes pertes à ramener ses troupes sur ses propres frontières occidentales, après avoir reconnu trop tard des positions de repli où des travaux n’avaient pas encore été exécutés. L’Ouest et le Sud de la France ne pourraient, au mieux, être tenus, avec les faibles forces qui les occupaient, que jusqu’au jour où aurait lieu un débarquement en Provence. Et même avant, ces territoires risquaient d’être coupés par la progression des Américains sur la ligne de la Loire. Il ne restait plus que deux solutions : se replier sur les secteurs fortifiés, ou effectuer une retraite rapide en direction de Dijon ; mais le passage obligé par l’étroite vallée du Rhône serait fort pénible pour les troupes, les États-majors et tout ce qui escortait la Wehrmacht dans le Sud de la France.

(18) *Ces agents étaient en réalité des agents de pénétration alliés (W). En dépit de ses efforts (parachutages et dépôts d’agents par bateau sur les côtes britanniques) de l’Abwehr, il est permis d’affirmer qu’il n’était plus aucun espion du IIIe Reich en mesure de fonctionner dans les îles.*

(19) *Von Kluge à ses Généraux le 21 juillet 1944*

(20) *CR du Commandant en Chef Gl. B. du 29 juillet 1944*

(21) *Propos de Hitler du 2 août 1942*

(22) *Général von Schweppenburg – 6 juin – 7 juillet 1944*

L’effort allemand et la situation intérieure de la France

Par comparaison avec le débarquement de Normandie, toutes les questions économiques et politiques, ainsi que la sécurité militaire à l’intérieur de la France, étaient d’une importance secondaire. Ce qui passait avant tout dans les préoccupations de Hitler, c’était que le succès ou l’échec du débarquement aurait une influence décisive sur l’issue de la guerre. A la différence des autres fronts, l’abandon de vastes territoires sur le front ouest signifiait que le Reich lui-même, et en particulier la Ruhr, seraient immédiatement menacés. A vrai dire, en 1944, le gouvernement français de Vichy ne jouait plus en aucune manière un rôle de partenaire dans la politique de Hitler.

La France n’intéressait plus le Führer que dans la mesure où elle pouvait fournir à l’économie de guerre allemande la main-d’oeuvre, les matières premières (bauxite, wolfram), les produits finis et les vivres dont elle avait un urgent besoin.

Le transport de toutes les marchandises devenait, certes de plus en plus difficile, et l'utilisation de main-d'oeuvre française à l'intérieur du Reich avait en 1944, presque complètement cessé.

La plupart des organismes militaires et civils allemands dans les territoires occupés avaient renoncé à pratiquer la déportation de main-d'oeuvre, en raison des conséquences fâcheuses qui s'ensuivaient. A cet égard, Laval avait pour seul adversaire le " Commissaire Général à l'emploi de la main-d'oeuvre ", le Gauleiter Sauckel ; mais celui-ci ne parvint pas à imposer ses vues à Hitler, ni à s'opposer à Speer et aux effets de l'accord Speer-Bichelonne **(23)** .

Le programme de Sauckel, qui comportait le recrutement d'un million de travailleurs français à envoyer en Allemagne, et d'un autre million à affecter aux industries françaises travaillant pour l'Allemagne, ne peut donc pas être réalisé. D'autres plans, tels que l'évacuation des gens aptes au travail habitant les zones côtières, à l'arrière du front ou dans les centres de Résistance, étaient pratiquement inexécutables du seul point de vue technique. Au lieu du million prévu pour 1944, Sauckel parvint tout juste à fournir encore à l'Allemagne quelque 50.000 travailleurs : principalement, des réfractaires au Service du travail obligatoire, arrêtés au cours de la lutte contre les maquis, et des membres des partis de collaboration, qui commençaient à se préoccuper de leur avenir.

Du gouvernement de Vichy, qu'ils contrôlaient étroitement, et dont la résistance passive ne les surprenait pas, les Allemands attendaient en premier lieu qu'il accepte les mesures prises par eux, et qu'il incite l'administration et la population à se bien conduire. Les deux proclamations pour le jour X (du débarquement), péniblement négociées, ne satisfaisaient pas la partie allemande. Mais en fait, cela n'avait guère d'importance, car le sort des pays occupés de l'ouest dépendait uniquement de l'issue de la lutte contre les envahisseurs.

De même, la puissance occupante ne surestimait nullement la valeur du petit groupe de Français partisans de l'Allemagne. Les partis de la collaboration et leurs divers représentants avaient encore une certaine utilité dans la mesure où ils constituaient un moyen de pression sur le gouvernement de Vichy et pouvaient servir d'auxiliaires pour l'exécution des réquisitions de main-d'oeuvre et pour le maintien de l'ordre.

La police de sûreté et le SD avaient appris que Bousquet aurait adressé aux Préfets l'ordre secret de faire arrêter, en cas de débarquement allié, les chefs de la Milice et des partis collaborateurs, sous l'inculpation de trahison. On pouvait donc encore se fier à des gens de cette espèce parce qu'on les tenait bien en main. Mais les groupes paramilitaires qu'ils constituaient ne pouvaient pas améliorer de façon notable la situation allemande.

(23) *NDLR : Bichelonne, Secrétaire d'État au Travail du Gouvernement Laval avait conclu en décembre 1943 avec Speer, son homologue allemand un accord de planification des économies françaises et allemandes. Il en résulta que 723 124 ouvriers français furent écartés du STO*

Milice et Franc-Garde – La Résistance française

Ces considérations s'appliquaient aussi à la Milice qui prenait une part active à la lutte contre

la Résistance. Depuis janvier 1943, elle représentait essentiellement une sorte de police auxiliaire dans les zones nouvellement occupées et était l'objet d'une surveillance attentive de la part des Allemands **(24)** .

Des agents, recrutés dans la population locale, fournissaient des rapports circonstanciés. Les Allemands apprirent ainsi que " Darnand serait un soldat loyal et strict, intellectuellement très moyen, mauvais politicien, mais adepte convaincu de la collaboration franco-allemande ", et que son adjoint, Jean Bout de l'An, possédait " un tempérament résolument combatif " **(25)** .

Selon les informations allemandes, la Milice comprenait encore, au milieu de 1943, un minimum de 30.000 hommes ; mais depuis cette date, ses effectifs avaient diminué **(26)** . Il en était de même pour sa partie active et militaire, la Franc-Garde, qui comptait environ 13.000 hommes. C'était dans ses rangs que se recrutaient pour partie les formations françaises de volontaires, l'unité " Charlemagne " et la " Légion des Volontaires contre le Bolchevisme ". On avait songé à employer la Légion dans la lutte contre la Résistance française. Mais Hitler avait abandonné cette idée. Les Allemands s'intéressaient surtout aux volontaires unis de la Franc-Garde, encasernés depuis l'automne 1943, – environ 30 hommes par département -, pour lesquels Darnand cherchait lui aussi un emploi.

Il trouva un accueil favorable auprès de la police allemande, en la personne du Commandant de la Police et du SD. Alors que les autorités allemandes, tant civiles que militaires, n'attribuaient aucune importance particulière à la Milice ordinaire, et envisageaient même l'éventualité de l'interner en cas de débarquement ennemi, elles prirent au contraire en considération l'armement supérieur de la Franc-Garde encasernée **(27)** et la police de sûreté résolut de l'utiliser pour certaines de ses propres missions.

Étant donné le caractère tendu de la situation en effectifs, il n'était évidemment pas question de l'encadrer par des sous-officiers allemands. Les Allemands pensèrent qu'ils pouvaient faire confiance à quelques 600 miliciens qui, en étroit contact avec le SD, participèrent dès le début de 1944 à la lutte contre les maquis dans le sud de la France.

Du point de vue politique, l'Allemagne ne tenait pas à enlever au Ministère français de l'Intérieur et à sa police la responsabilité de la répression de la Résistance armée. La fiction de la souveraineté française pouvait être maintenue, aussi longtemps qu'elle n'allait pas à l'encontre des intérêts allemands. En outre, il fallait assurer à la collaboration des moyens d'autodéfense et, pour cela, étendre le domaine de la Milice à la zone anciennement occupée **(28)** ; ce qui fut fait, avec l'agrément du Commandant militaire allemand en France du 24 janvier 1944, après que Laval y eut consenti.

Du point de vue allemand, l'organisation de la Milice s'était consolidée au cours du printemps 1944. On estimait que ses premiers succès remportés sur la Résistance lui avaient donné confiance, et les effectifs avaient retrouvé leur niveau du milieu de 1943 **(29)** . La méfiance antérieure ne paraissait plus justifiée, même aux yeux des militaires, alors que la Milice dénombrait déjà dans ses rangs 85 victimes à la date du 1er mars 1944, et que, depuis décembre 1943, elle avait fait ses preuves d'une façon " manifestement remarquable " sous le contrôle du Commandant en Chef de la Police et des SS, le Général Oberg.

Par ailleurs, il existait dans la zone anciennement occupée des groupes paramilitaires dépendant des partis collaborateurs, dont l'existence avait été autorisée par le Commandant

militaire en France au cours de l'été 1943, après que les organes de police allemands se furent assurés de leur sérieux et les eurent pris sous leur contrôle **(30)**.

Bien que constitués en grande partie d'éléments criminels, ils devaient recevoir des missions " correspondant aux intérêts français, notamment le maintien de l'ordre et de la paix publique, la protection des installations de ravitaillement, des entreprises de transports, etc… ". Il était prévu à l'origine que leur instruction devait se borner à les rendre aptes à se défendre eux-mêmes.

Mais, entre les mains de la police allemande, ces formations se muèrent en groupes terroristes, exactement comme le firent les sbires recrutés par la police de sûreté, qu'on nommait la " Gestapo française ". Après deux semaines d'instruction par les SS, elles devaient être employées, sous commandement allemand, à la lutte contre les maquis et à des missions de gardiennage **(**cf **30)**.

Sur un effectif total d'environ 1.000 hommes prévu au départ, il n'en existait que 100 permanents au début de février **(31)** et 160 en mars ; en collaboration avec la Wehrmacht, en particulier la Feldgendarmerie, mais surtout avec le SD, ils participèrent jusqu'à la retraite allemande à l'arrestation de réfractaires du STO et à l'exécution de résistants **(32)** .

De même, l'utilisation d'un " corps de défense " de 1.700 hommes, mis sur pied par Sauckel et le PPF de Doriot avec pour but initial l'arrestation des réfractaires du STO, connut un échec analogue. La cause de tous ces expédients résidait dans la faiblesse en effectifs des unités de police envoyées en France. La police de sûreté, comme celle de maintien de l'ordre, avait connu dès le début de la guerre des problèmes de personnels que l'extension du domaine de souveraineté allemande, surtout en direction de l'Est et des Balkans, avait rendus absolument insolubles.

Comme Himmler s'efforçait en outre d'absorber peu à peu l'Administration policière de ces territoires, la réalisation des programmes prévus pour des motifs politiques ou idéologiques était forcément en retard, du point de vue des personnels, sur les prévisions initiales.

En ce qui concerne la France, les quelques milliers de membres de la police de sûreté et du SD – même assistés d'un nombre considérable d'agents, d'auxiliaires et de dénonciateurs recrutés sur place – auxquels il faut ajouter moins de 10.000 membres de la police de maintien de l'ordre, ne suffisaient pas à la tâche **(33)** .

Ils étaient pour la plupart employés dans les états-majors, les écoles, les organismes de ravitaillement ou les écoutes radio. En fait d'unités disponibles, on ne pouvait compter avec certitude que sur le 19e régiment de police et sur une unité d'instruction de volontaires SS originaires de Galicie, stationnée à Tarbes ; encore cette dernière fut-elle dissoute en juin 1944.

Ainsi la police, répartie en de nombreuses localités, n'avait pas une grande efficacité pour la répression de la Résistance. La police de sûreté et le SD **(34)** , qui, sous prétexte de sécurité, internèrent encore en 1944 des milliers de Français dans les camps de concentration et poursuivirent les déportations de Juifs jusqu'au milieu de l'été, servaient surtout d'organes de

renseignements pour le combat intérieur, bien plus que les services militaires de contre-espionnage en voie de dislocation et qui s'occupaient en premier lieu des cas de trahison qui se multipliaient dans la Wehrmacht.

(24) *Rapport Oberg du 28 août 1943*

(25) *Rapport du 1er décembre 1943 de la commission allemande d'Armistice n° 9*

(26) *Rapport Oberg du 23 novembre 1943*

(27) *Abwehr III du 13 janvier 1944*

(28) *Rapport n° 9 de la commission d'armistice*

(29) *Lettre n° 3746/43 g du 25 juillet 1943*

(30) *Directive Oberg n° 186/44 g du 12 février 1944*

(31) *Télégramme Oberg à Himmler du 5 février 1944*

(32) *Rapport KDS Rennes*

(33) *Télégramme Oberg à Himmler du 24 mars 1944*

(34) *Depuis fin 1942, le SD se substituait progressivement à l'Abwehr III pour aboutir en 1943 à la dissolution de l'Abwehr et à la création des Kommandos*

La lutte contre la Résistance et les Maquis

C'est aussi le manque d'énergie qui caractérisa la lutte menée par les militaires allemands contre la Résistance française armée ; celle-ci ne présenta à leurs yeux qu'une importance secondaire, tant que la sécurité des troupes ne leur sembla pas sérieusement menacée, – menace qui ne se réalisa que tardivement. Le fait qu'à partir du début de 1944, des zones du sud de la France passèrent sous le contrôle de la Résistance, n'inquiéta pas trop les Allemands, dans la mesure où leur liberté de mouvements n'en fut pas non plus très affectée.

Ils parvenaient à maintenir ouvertes les principales voies de communications – la vallée du Rhône et, dans la région de Toulouse, la liaison entre troupes de la Méditerranée et de l'Atlantique -, et à empêcher par des opérations isolées, la formation de groupes de maquis plus importants qui auraient pu constituer une menace du point de vue militaire. Mais ils ne pouvaient se permettre une plus grande activité, compte tenu des forces dont ils disposaient, bien que les objectifs officiels, constamment soulignés par l'OKW et le Commandant en Chef Ouest, fussent toujours l'anéantissement des groupes de résistants avant le débarquement ennemi attendu.

Le principal problème posé aux Allemands, au cours du printemps 1944, fut le sabotage du trafic téléphonique et ferroviaire. Les États-majors allemands recevaient leurs instructions par le réseau téléphonique français, et possédaient en général des équipements radio insuffisants.

Ils étaient souvent désarmés devant les coups portés par la Résistance et l'aviation alliée aux réseaux de voies ferrées, devant les destructions de locomotives, de gares de triage et d'ouvrages d'art.

Ni la surveillance des voies, ni les plans de secours prévoyant l'emploi de cheminots allemands ne purent remédier à la précarité de la situation. Il n'y avait pas de coordination, du côté allemand, dans la lutte contre la Résistance. Le territoire était divisé en zone des Armées, qui s'étendait le long des côtes, et zone de sécurité du Commandant militaire en France.

On peut négliger, à cet égard, les règles particulières qui s'appliquaient à la zone des Armées du Sud de la France ou à la zone de combat des côtes méditerranéennes. Les armées constituaient dans leur zone, – et dans la mesure où le déploiement continu qu'elles devaient maintenir le long des côtes le leur permettait -, des groupes de combat ou des commandos de chasse ; ceux-ci appuyés éventuellement par l'aviation, pénétraient dans les centres de maquis préalablement reconnus, et y progressaient brutalement.

Le Commandant militaire en France procédait de même avec les troupes d'occupation dont il disposait (environ 18 régiments de sécurité, composés de 66 bataillons allemands, et 29 bataillons autonomes constitués en grande partie de troupes originaires de l'Est, dans la mesure où ces forces n'étaient pas affectées à la défense des côtes ou à des missions de surveillance. Il pouvait en outre utiliser les quelques divisions de réserve qui avaient été envoyées en France à des fins d'instruction sous la conduite de leurs propres états-majors, et qu'on engageait dans des opérations de ce genre dès que leur valeur combative le permettait.

La participation de la Milice à ces entreprises était souvent considérée comme insuffisante : on disait " qu'elle ne fusillait pas assez de gens et qu'elle n'incendiait pas assez de maisons " **(35)** . Pour le mois d'avril 1944, le bilan de trois grandes opérations et de 138 petites, menées par les unités de l'armée, la Feldgendarmerie et le SD, fut de 569 résistants tués, 4.463 capturés, et 528 personnes récupérées pour le STO. Les pertes allemandes étaient seulement de 29 tués et 51 blessés **(36)** . Pour la seule région du Massif Central, le Commandant militaire en France signala 2.000 adversaires tués au cours des premières semaines qui suivirent le débarquement de Normandie. La brutalité de la lutte contre le maquis atteignit son point culminant pendant la première moitié du mois de juin.

Le cadre en avait été fixé par les ordres du Commandant en Chef Ouest et du Commandant militaire en France, selon lesquels toute troupe attaquée devait immédiatement répliquer par le feu, arrêter tous les suspects et incendier les maisons d'où l'on avait tiré sur elle.

En outre, dès le mois de mars, l'OKW avait ordonné de tuer autant que possible au cours des combats les résistants, considérés comme des francs-tireurs. S'ils étaient capturés par la suite, ils devaient être condamnés à mort, en application des stipulations du droit allemand. Alors que certains groupes de résistants s'efforçaient de faire reconnaître leur qualité de combattants et, autant qu'on peut en juger, traitaient généralement leurs prisonniers de façon plus humaine que la puissance occupante, toutes les initiatives locales visant à un comportement plus souple, telles que l'échange de prisonniers ou la garantie d'impunité en cas de reddition, furent stoppées par le Haut Commandement. Seuls, les massacres de juin, à Oradour ou à Tulle par exemple, incitèrent quelques commandants de troupes à une certaine

modération. Pendant la période de l'occupation, les stratèges allemands n'attribuaient pas au maquis une grande importance militaire, surtout dans la zone anciennement occupée **(37)** .

C'est seulement en juillet 1944 que des convois assez importants de la Wehrmacht furent menacés par des embuscades dans les Alpes, et que la retraite du Sud de la France rencontra des obstacles du fait des forces de la Résistance.

Par un ordre qui tomba entre leurs mains, les Allemands apprirent que la Résistance avait reçu pour instructions, en faisant l'effort principal dans le Massif Central et les Alpes, de repousser les postes secondaires allemands et les éléments de troupes isolées sur un petit nombre de centres, et de prendre sous son contrôle les pays ainsi libérés.

" Ce dernier objectif est déjà en partie atteint " **(38)** . De nombreux postes de commandement furent alors encerclés, et ne purent rejoindre le gros des troupes en dépit d'une retraite précipitée. Il n'était déjà plus possible d'exécuter des contre-attaques qui, même auparavant, n'avaient pour principal résultat que de faire reculer les forces de la Résistance et de rétablir la présence allemande pour quelque temps seulement.

Les Allemands durent assister à la mobilisation planifiée de la Résistance – ses effectifs, à sa propre surprise, s'élevèrent au cours de l'été 1944 à environ 60.000 à 80.000 hommes -, sans pouvoir mieux réagir contre elle que contre l'action conjuguée de ses troupes de sabotage et de l'aviation alliée.

En Bretagne existait le " danger menaçant et de plus en plus grave " **(39)** que la Résistance fasse sa jonction avec l'adversaire débarqué ou passe à l'attaque des liaisons arrières de la Wehrmacht. Mais comme les Allemands croyaient savoir que le Commandement de la Résistance était encore mal organisé, ils estimèrent qu'il suffisait pour la combattre, de moyens policiers appuyés par les troupes de sécurité, que leur faiblesse permettait de retirer du front sans inconvénient majeur **(40)** .

Entre le 1er juin et le 10 juillet, on compta dans la zone du Groupe d'Armées B, 638 résistants tués et 1.200 faits prisonniers. Nos propres pertes s'élevèrent à 25 soldats. Même s'il n'est pas possible de considérer ces chiffres comme absolument sûrs, et si l'on ajoute que la généralisation du mouvement d'insurrection rendit aussi bientôt nécessaire l'emploi de troupes combattantes dans la zone arrière de l'Est de la France, on doit pourtant reconnaître que cela ne pesait plus d'un grand poids en regard de la dislocation générale du front Ouest et de l'Administration occupante.

Face à la supériorité en personnel et en matériel des forces alliées, la guerre à l'Ouest était perdue, et la Résistance pouvait bien donner en outre quelques coups d'épingle encore sensibles aux Allemands affaiblis, et de moins en moins capables d'y répondre.

L'Allemagne était réduite – et c'était particulièrement évident à l'Ouest -, à mener désormais, selon l'expression de Speidel, une " guerre de gueux " qui devait nécessairement trouver bientôt son terme fatal.

(35) *Rapport sur l'opération " Printemps " de la 157e Division de Réserve dans le Jura du 7 au 17 avril 1944*

(36) *OBW du 6 mai 1944*

(37) *Keitel et Jode*

(38) *Rapport du Groupe d'Armes G n° 1859/44 du 14 août 1944: OBW*

(39) *Rapport du Groupe B à OBW n° 2650/44 du 15 juillet (?) 44*

(40) *Ordre de l'OBW 2734/44 du 1er septembre 1944 concernant la lutte contre les partisans*